

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : Niger	
TITRE DU PROJET : Renforcement de la résilience des communautés du Sud Maradi face aux risques d'exposition à l'extrémisme violent ID : 00128888 - PBF/NER/C-1	
Modalité de financement du PBF : <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD ; ONU Femmes	
Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux : spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale): <u>Gouvernement</u> : Directions régionales (Maradi) et départementales (Madarounfa et Guidan Roundji) des ministères de 1) la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2) de l'Aménagement du territoire et du Développement communautaire, 3) de la Sécurité intérieure, HACP, CNESS, CNAP <u>ONGs</u> : WANEP, ONG-DIKO, REFEPa et ARIDEL THIGABA <u>OSCs</u> : associations de femmes et de jeunes de la région de Maradi et/ou des communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Guidan Sori, Tibiri Gobir	
Durée du projet en mois : 24 mois + 09 mois (33 mois au total)	
Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Sud Maradi communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Guidan Sori, Tibiri Gobir	
Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous : <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes <input type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : PNUD : \$ 1 620 231 ONU Femmes : \$ 1 179 424 Total PBF : \$ 2 799 655	

PBF 1^{ère} tranche (70%) : PNUD : \$ 1 134 162 ONU Femmes : \$ 825 597 Total : \$ 1 959 759	PBF 2^{ème} tranche (30%) : PNUD : \$ 486 070 ONU Femmes : \$ 353 827 Total : \$ 839 897	PBF 3^{ème} tranche (0%) : PNUD : 0 \$ ONU Femmes : 0 \$
Fournir une brève description du projet : La partie sud de la région de Maradi, frontalière du Nord Nigéria, est en proie à des attaques violentes répétitives qui laissent craindre l'apparition d'un nouveau foyer de tensions dans une région du Niger jusqu'ici relativement stable. Afin de prévenir un basculement dans une insécurité généralisée et l'émergence d'un troisième foyer de tensions propice à une insécurité galopante après Tillabéry et Diffa, le projet vise à contribuer à la réduction de l'exposition aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent, dans les communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Guidan Sori, Tibiri Gobir		
<i>Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, y compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) :</i> Le consortium du projet a mené une série de consultations afin d'élaborer le présent document de projet : <ul style="list-style-type: none"> - Une concertation étroite a été menée avec le Comité de pilotage du PBF au Niger (en particulier le bureau du Coordonnateur Résident et la représentation du PBF au Niger) tout au long du processus de rédaction de la note conceptuelle en mars 2021 ; - Des ONGs partenaires (WANEP, DIKO, HIMMA, REFEPa), la partie nationale (ministère du développement communautaire, de la jeunesse, de la promotion de la femme, HACP) et des représentants de la société civile (leaders religieux et représentants des femmes et des jeunes des départements de Madarounfa et Guidan Roumdji) ont été associés à l'élaboration de la note conceptuelle et du document de projet (cf : atelier d'élaboration de la note conceptuelle à Niamey les 03, 04 et 05 mars 2021 et l' atelier de ciblage à Maradi les 28 et 29 mai 2021). 		
Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes : 2 45,71% du budget total du projet (1 280 000\$) sont alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des opportunités pour les femmes.		
<i>Expliquez brièvement par quelle (s) intervention (s) principale (s) le projet contribuera à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes :</i> Le projet se focalise particulièrement sur les jeunes garçons et jeunes filles et les femmes pour contribuer aux changements socio-économiques au sein de leurs communautés. Les formations à la promotion de la paix et aux mécanismes de cohésion sociale seront dispensées sur la base d'une approche genre et âge, prenant en compte les différents besoins et rôles des femmes, filles et garçons. Ceux-ci bénéficieront également de façon prioritaire des mécanismes de prise en charge des personnes exposées aux risques de radicalisation (cf. indicateurs et cibles). Les activités de communication et l'intégration aux stratégies de renforcement de la résilience socio-économique se feront sur la base d'études de référence sensibles au genre et à l'âge, assurant la prise en compte des risques spécifiques auxquels les communautés ciblées sont exposées. Le projet contribue pleinement à l'autonomisation des femmes dans la zone d'intervention, en leur proposant des opportunités socio-économiques durables avec un solide dispositif d'accompagnement technique et matériel. Une analyse de marqueur genre du projet le situe au marqueur 2.		
Degré de risque du projet : 1		
Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet : 2.3. Prévention/gestion des conflits		

Résultat du SDCF / UNDAF auxquels le projet contribue :

Le projet contribue aux trois résultats stratégiques de l'UNDAF 2019-2021, plus spécifiquement aux effets 1, 3 et 4¹.

Objectifs et cibles de développement durable auxquels le projet contribue : ODDs 1 (cibles 1.2., 1.4., 1.5.), 5 (cible 5.5.), 8 (cibles 8.2., 8.5., 8.6.), 10 (cibles 10.1., 10.2.), 16 (cibles 16.1, 16.10)

Type de demande :Nouveau projet : Révision de projet : **Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :**

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois : **09 mois. La nouvelle date de clôture est le 06 décembre 2024.**

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX**Brève justification de la révision :**

La justification de l'extension sans coût du projet est due au fait que le plan initial de mise en œuvre de la phase II du projet a été abandonné au profit du développement d'un nouveau projet dans la Région de Maradi. Le document de projet de la phase II a été soumis aux membres techniques du Comité d'Evaluation des Projets (CAP) pour examen et approbation du PBSO.

Le Comité d'Evaluation des Projets (CAP) a identifié certaines faiblesses dans le document de projet de l'extension, notamment : des liens minimes avec d'autres interventions critiques de la prévention de conflits, comme dans les domaines de la justice, de la confiance envers les institutions, etc.

Les faiblesses suivantes ont été soulignées :

- 1) Inclure des informations claires sur le ciblage des bénéficiaires (nombre indicatif, désagrégation, critères), le nombre de villages soutenus et les

¹UNDAF 2019-2021 : Effet 1 : D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, participent aux mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique ; Effet 3 : D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquis des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants ; Effet 4 : D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables particulièrement les jeunes, les enfants, filles et garçons, dans les zones rurales, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation formels et non formels de qualité permettant l'acquisition de connaissances et compétences utiles pour la vie dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus.

considérations Do No Harm, également pour permettre de mieux évaluer le rapport qualité-prix de cette extension avec coût.

- 2) Examiner la matrice des risques, les mesures d'atténuation à renforcer, en particulier sur les questions de protection et avec des risques spécifiques et des mesures d'atténuation liées aux femmes et aux jeunes filles.
- 3) Revoir en profondeur le cadre de résultats afin de clarifier le ciblage pour la phase 2, la date limite de soumission des données de base au PBF, et garantir des indicateurs SMART et désagrégés, moins d'indicateurs d'activité et un accent plus fort sur le suivi et l'évaluation des indicateurs de résultats et d'extrants.
- 4) Approche : L'approche PVE doit être revue (de la théorie de changement à l'approche programmatique et aux indicateurs) et envisager des liens plus forts avec d'autres interventions pour la prévention (justice, etc.). Reconsidérer le rôle des autorités locales et nationales dans le changement attendu à la fois dans la théorie de changement, dans l'approche programmatique et tout au long du ProDoc.
- 5) Expliquer comment la durabilité a été établit pour les villages soutenus dans la première phase qui ne seront plus soutenus dans la phase d'extension, et développer une stratégie de sortie claire, en assurant des liens avec d'autres opérations telles que celles de la BAD.

Les recommandations mineures suivantes ont également été formulées :

- 1) Allocation GEWE : à revoir car elle semble exagérée ;
- 2) Envisager des liens avec les initiatives transfrontalières au Nigeria et avec les LCB en général.

Au lieu de répondre aux observations et commentaires du CAP, en les insérant dans le document de projet de la phase d'extension, ce qui pourrait dénaturer le projet, il a été recommandé par le PNUD Niger, ONUFEMMES Niger et le secrétariat de PBF au Niger de développer une nouvelle proposition de projet, qui abordera et répondra à toutes les préoccupations soulevées par le CAP.

Cette extension sans coût d'une durée de 09 mois, permettra de :

- | | |
|--|---|
| | <ol style="list-style-type: none">1) Atténuer les contraintes externes ayant impacté le chronogramme normal de mise en œuvre ;2) Planifier et organiser une session de revue et de capitalisation du projet à Maradi ;3) Recruter deux (2) consultants (Un national et un International) qui conduira l'évaluation finale du projet ;4) Soumettre le rapport annuel du projet et le rapport d'évaluation finale du projet au PBF ;5) Clôturer opérationnellement le projet. |
|--|---|

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom : Nicole KOUASSI,</p> <p>Signature </p> <p>Représentante Résidente</p> <p>Nom de l'agence : PNUD</p> <p>Date : <i>03 oct 2024</i></p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Yahaya Adje</p> <p>Signature </p> <p>Secrétaire général de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)</p> <p>Date : <i>10/10/2024</i></p>
<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom : Rachel Mian Djangone</p> <p>Signature </p> <p>Représentante Résidente</p> <p>Nom de l'agence : ONU FEMMES</p> <p>Date : <i>09/10/24</i></p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Elizabeth Spehar</p> <p>Signature </p> <p>Sous-Secrétaire Général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date : <i>31 October 2024</i></p>
<p>Coordonnateur résident</p> <p>Nom : Mama Keita,</p> <p>Signature : </p> <p>Coordonnatrice Résidente</p> <p>Date : <i>10 Oct 2024</i></p>	

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) *Décrire brièvement les conclusions principales de l'analyse de conflit en ce qui concerne les principales thématiques du projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits ? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit être sensible au genre et à l'âge.*

La population nigérienne est estimée à 20,6 millions d'habitants, dont 50,2% sont des femmes et 84% vivent en milieu rural (RGPH). Le taux de croissance démographique engendré par une forte fécondité (3,9%) est le plus élevé au monde, et l'Index de l'Inégalité de Genre se situe à 0.642 en 2019, plaçant le pays au 154ème rang sur les 162 pays classés (2020 HDR). La population est caractérisée par une forte proportion de jeunes : deux nigériens sur trois sont âgés de moins de 25 ans (66%) et 33% des Nigériens sont des jeunes compris entre 15 ans et 35 ans. Cette jeunesse se caractérise par une faible scolarisation (moins de la moitié des jeunes de 20-24 ans (41,7%) n'a aucun niveau d'instruction), une faible alphabétisation avec 73% des filles de 15 à 19 ans qui ne savent ni lire ni écrire, un faible accès à l'emploi (seuls 12 à 13% de jeunes ont accès à des emplois rémunérés, et le taux de jeunes NEET (Not in Education, Employment, or Training) pour le Niger est de 68,56%²). De même, le faible accès aux services sociaux de base et aux opportunités économiques accentue les inégalités. Selon le dernier rapport de développement humain, le produit national brut par habitant d'une femme est de 112USD/ par soit 15 fois moins que celui d'un homme (1705 USD/an). Une femme nigérienne a, en moyenne, 24 fois moins de revenus qu'une autre femme de l'Afrique subsaharienne (2752 USD/an)³. . .

Les jeunes et les femmes sont particulièrement peu représentés dans les instances de décision au Niger. En 2019, les femmes représentaient seulement 17% des parlementaires au Niger (contre 22% en moyenne parmi les pays de faible IDH d'après le HDR 2020). A la suite des élections générales de 2020 et 2021, et à la faveur de la nouvelle loi sur les quotas qui fixe une représentation de l'autre sexe à 25% pour les postes électifs et 30% pour les postes nominatifs, la représentation des femmes est de 30% au sein de l'Assemblée nationale. Ce taux est limité à moins de 15% au sein des membres du gouvernement et aucune femme ne figure parmi les 8 gouverneurs de région.

L'exclusion des femmes, des jeunes filles et garçons de l'accès aux revenus et aux espaces de décision est un enjeu de paix et de stabilité. Celle-ci représente un véritable terreau pour les organisations terroristes internationales et autres organisations criminelles qui sévissent dans la sous-région sahélienne et qui en ont altéré substantiellement le climat de paix et de sécurité.

Située dans la partie sud du pays avec une frontière de 150 km avec le nord du Nigeria, la région de Maradi fait face à plusieurs **facteurs structurels de fragilité** : instabilité politique et institutionnelle, changements climatiques, insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, porosité de la frontière avec le Nigeria, et forte croissance

² Banque Mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.NEET.ZS?locations=NE>

³ Rapport de Développement Humain, PNUD, 2020.

démographique. Dans le sud de la région, la détérioration de la situation sécuritaire résulte de l'intensification de l'activité criminelle des groupes armés non étatiques (GANE) dans le nord-ouest du Nigéria voisin : en 2020, 167 incidents dont 127 attaques de bandits armés ont été enregistrés, en particulier dans les départements de Madarounfa et Guidan Rounджи (raptés avec rançon, vols de bétail, enlèvements, assassinats, viols, violences physiques...)⁴. Cette recrudescence de violence constatée dans la région a également concerné le contexte électoral début 2021 : des échauffourées ont éclaté dans la région entre partisans du gouvernement sortant (parti PNDS-Tarayya) et de l'opposition, concernant plus particulièrement les jeunes, très actifs dans les manifestations politiques.

La zone compte déjà un nombre important de réfugiés nigériens et de déplacés internes. Au 31 juillet, la Commission Nationale d'Eligibilité a enregistré biométrique 57.122 réfugiés nigériens (14.575 ménages), dont 69% sont des mineurs, 23% des femmes et 8% des hommes. En outre, on estime que 23.774 réfugiés non enregistrés biométrique vivent dans la région. Le nombre de personnes déplacées a considérablement augmenté depuis mars 2020. Les autorités nigérianes ont enregistré 17.262 personnes (2.185 ménages) avant que leur enregistrement ne soit arrêté en septembre 2020. Depuis lors, de nouvelles arrivées sont signalées soit environ 8.000 nigériens portant le total estimé des déplacés internes à près de 26.000 individus⁵.

Ces mouvements de population entraînent des incidents de protection et notamment des cas de VBG, qui affectent essentiellement les femmes, les filles et les garçons. Ainsi, depuis le début de l'année 2021, les équipes de surveillance de la protection ont documenté 383 incidents de protection, avec une moyenne de 54 incidents par mois. Cependant, depuis le déploiement des forces de défense et de sécurité dans les départements de Guidan Rounджи et Madarounfa, le nombre d'incidents a diminué. Ainsi, une baisse de 44% des incidents a été constatée entre le premier trimestre durant lequel 203 incidents ont été documentés par rapport au deuxième trimestre où 141 incidents ont été documentés⁶. 240 personnes ayant des besoins spécifiques, y compris des personnes vivant avec un handicap, des femmes cheffes de famille et des personnes âgées seules, ont été identifiées et orientées vers des partenaires pour des soins et une assistance. 86 personnes ayant des besoins spécifiques ont été référées pour des problèmes de santé. Au cours de la période considérée, l'UNHCR et ses partenaires ont identifié et documenté 55 cas de VBG, dont 16 cas d'agression physique, 15 cas de violence psychologique, 14 cas de privation de ressources ou d'opportunités et 10 cas de viol. Près de 4 000 enfants ont été identifiés comme nécessitant un appui psychosocial⁷.

De plus, ces déplacements de population, dans un contexte de raréfaction des moyens de subsistance, renforcent des tensions intercommunautaires latentes (multiplication des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la zone)⁸ susceptibles d'être exploitées. L'augmentation du trafic de drogue⁹ et d'armes¹⁰ dans la région constituent des facteurs

⁴ OCHA, « Maradi - Aperçu des incidents sécuritaires en 2020 », 2021

⁵ UNHCR Niger Factsheet: Maradi, June 2021

⁶ UNHCR Niger Factsheet: Maradi, June 2021

⁷ UNHCR Niger Factsheet: Maradi, June 2021

⁸ International Crisis Group, « Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel », 29 avril 2021

⁹ Par exemple, 39 kg de cannabis en provenance du Nigéria ont été saisis à Maradi le 09 mars 2020 (WANEP, Bulletin mensuel mars 2020)

¹⁰ Une cargaison d'armes blanches, vraisemblablement destinée à alimenter les émeutes post-électorales début 2021, a été saisie à Maradi fin février 2021 (WANEP, Bulletin mensuel, février 2021)

aggravants de déstabilisation qui accroissent la menace d'un basculement vers une insécurité généralisée.

La forte incidence de la pauvreté (taux d'incidence de 45,3%, troisième région la plus touchée du Niger)¹¹ et la détérioration des conditions de vie des populations participent de façon significative à leur vulnérabilité et accroissent le risque de ralliement des personnes vulnérables à des groupes radicaux ou extrémistes. L'analyse des conflits sensible au genre et à l'âge au Niger qui a accompagné la demande de rééligibilité du Niger au Fonds de consolidation pour la paix début 2021 a permis de mettre en évidence que le manque d'opportunités d'emploi dans les communes rurales et urbaines est un des facteurs d'exposition aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent¹².

L'accès aux ressources productives est une problématique récurrente dans la région de Maradi qui compte 20% de la population nationale pour seulement 3,3% des terres du pays, mais où la croissance démographique est forte (8,7 enfants par femme à Maradi)¹³. Les données disponibles démontrent que les jeunes sont particulièrement touchés par l'exclusion socioéconomique (deux jeunes sur trois sont victimes d'au moins une forme de discrimination en termes de participation, accès aux ressources et qualité de vie), avec un taux de chômage qui s'élève à 52,9% et un taux de précarité d'emploi ou manque d'emploi de 34,1%¹⁴. Le manque d'opportunités économiques et professionnelles (seuls 17,4% des jeunes de Maradi ont accès à une formation professionnelle)¹⁵ accentue leur perte de confiance dans la société et les institutions étatiques¹⁶.

Par ailleurs, les multiples incursions des GANE dans les aires de pâturages, les champs et les marchés hebdomadaires, ont entravé les opportunités économiques dans les localités concernées. Or, les marchés hebdomadaires constituent des lieux d'échanges et d'approvisionnement des populations en produits vivriers et de premières nécessités. Ce contexte favorise la paupérisation des populations actives et vulnérables, et leur déplacement massif. Ce contexte sécuritaire et socioéconomique entraîne donc des risques importants de Violences Basées sur le Genre (VBG) notamment, le sexe de survie, les agressions sexuelles et les viols. Ainsi, les femmes sont en première ligne. 83% des femmes subissent au moins une VBG au cours de leur vie dans la région contre 60% au niveau national. Plusieurs facteurs socioculturels spécifiques à la région de Maradi, notamment la pratique des mariages saisonniers¹⁷, y font peser sur les femmes et les jeunes filles une pression économique plus forte qu'ailleurs au Niger. Cette situation accentue leur vulnérabilité multidimensionnelle (physique, sociale, économique), accroissant leur exposition aux pratiques d'enrôlement ciblées des groupes extrémistes¹⁸ dont elles sont également des victimes privilégiées (par exemple, pratique du kidnapping contre demande de rançon ou enlèvement pour mariage forcé). Dans cette région, l'interprétation des textes religieux par certains prédicateurs et l'incompréhension des messages transmis du fait de la langue utilisée (prêches en langue arabe) constituent un facteur de risque

¹¹ Ministère du Plan, « Deuxième rapport national volontaire sur les objectifs du développement durable au Niger 2020 », 2020

¹² PBF – HACP, « Analyse des facteurs de conflit sensible au genre et à l'âge au Niger », Janvier 2021

¹³ Davantage que la moyenne nationale de 7,4 enfants par femme - Banque africaine de développement, « Document de stratégie 2018-2022 – Niger », 2018

¹⁴ INS-Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes-UNFPA, « Etude sur les déterminants de l'exclusion socioéconomique des jeunes au Niger », 2018.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), « Stratégie Nationale De Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent – Niger », 2020

¹⁷ La pratique des mariages saisonniers est répandue à Maradi, laissant les femmes périodiquement sans ressources avec une nombreuse progéniture.

¹⁸ FIDA, « Evaluation des Risques et de la Résilience dans la région du Sahel », 2017

supplémentaire d'exposition à l'extrémisme ¹⁹. Le poids des leaders religieux, notamment du point de vue de leur capacité à communiquer et convaincre les fidèles, en font des acteurs de premier plan dans la prévention des conflits, mais aussi pour la prévention de l'extrémisme violent.

En réponse à ce diagnostic, le projet s'attaque au renforcement de la résilience des communautés, dans une approche sensible aux questions de genre et âge, pour réduire les risques d'exposition au recrutement par des groupes radicaux ou extrémistes. Il met d'abord l'accent sur la résistance aux discours de haine, en améliorant la circulation de l'information et des connaissances sur la radicalisation et l'extrémisme violent ; la promotion d'une citoyenneté positive et en créant/renforçant les mécanismes de prévention et de protection. L'absence d'opportunités économiques étant un important facteur de basculement dans l'extrémisme violent, et d'adhésion aux discours de haine, le projet se propose également de renforcer durablement la résilience économique des communautés, à travers une approche mixte de cohésion sociale et de création d'activités économiques (approche 3x6). Il répond ce faisant à la stratégie d'intervention du Fonds au Niger, qui met en œuvre des projets rapidement efficaces qui visent le renforcement des moyens de subsistance des populations et permettent l'intégration de groupes minoritaires.

Enfin, le projet contribuera également à améliorer la disponibilité actuelle des données désagrégées, notamment dans la région de Maradi, qui ne permettent pas de produire avec précision une analyse sensible au genre et à l'âge relative à l'exclusion socioéconomique ou encore des modalités d'enrôlement dans les GANE dont les groupes extrémistes.

b) Une brève description de la façon dont le projet s'aligne avec / soutient les cadres stratégiques gouvernementaux et des Nations Unies existants, et comment il garantit l'appropriation nationale.

Le Niger a élaboré en 2020 sa Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (SNPREV) et son Plan d'Action National de l'agenda Femmes Paix et Sécurité (Résolution 1325 et suivantes) pour la période 2020-2024, répondant aux préconisations du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021 - Axe 4, Programme 9 ; Axe 1) et la Politique Nationale Genre. Ces initiatives s'inscrivent dans la vision à l'horizon 2035 d'un Niger « uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire », définie par la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI).

Le présent projet est l'une des premières initiatives multilatérales qui vise à opérationnaliser ces deux cadres d'action avec une stratégie d'intervention innovante, adaptée et inclusive. Il est également aligné sur la Stratégie de Développement et de Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS-Sahel Niger) qui fait de l'atteinte des conditions de vie dignes, un axe majeur de la lutte contre l'insécurité dans l'espace sahélo-saharien ²⁰. En associant les directions techniques des ministères partenaires aux niveaux régional et départemental et les autorités locales, le projet vise l'appropriation nationale de la stratégie d'intervention de renforcement de la résilience

¹⁹ « Les résultats du sondage montrent qu'en moyenne 89% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran dans les écoles coraniques traditionnelles. Pour ce qui de la capacité d'interpréter le Coran, seuls 5% d'entre eux en sont capables ». « Analyse des conflits sensibles au genre et à l'âge au Niger », p.36, Janvier, 2021, PBF-HACP.

²⁰ <https://sds-sahelniger.org/vision/>

communautaire. Misant sur une prospérité partagée pour réduire le risque de basculement, cette stratégie s'inscrit également dans les domaines d'intervention prioritaires du Plan de soutien de l'ONU au Sahel 2018-2030 créé pour favoriser la cohérence et la coordination pour plus d'efficacité et l'obtention de résultats dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : « Prévenir et résoudre les conflits et consolider la paix, prévenir l'extrémisme violent et la criminalité, promouvoir l'accès à la justice et les droits de l'homme » et « Autonomiser les femmes et les jeunes pour la paix et le développement au Sahel ».

Cette proposition de projet conjointe PNUD-ONU Femmes portant sur l'axe d'intervention prioritaire du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix de renforcement de la résilience des communautés face aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent vise également à alimenter le nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement durable au Niger. Le caractère catalytique de ce projet permettra une capitalisation rapide sur ses résultats, afin d'alimenter un programme conjoint sur la thématique mis en œuvre par plusieurs agences et piloté par le Bureau du Coordinateur Résident.

c) Une brève explication de la façon dont le projet comble les lacunes stratégiques et financières et complémente toute autre intervention pertinente, financée par le PBF ou autrement. Fournissez également un bref résumé des interventions existantes dans le secteur de la proposition en remplissant le tableau ci-dessous.

Conformément aux recommandations du rapport de l'évaluation 2020²¹ du portefeuille des deux premiers cycles de financement du PBSO, le présent projet entend contribuer à limiter les gaps constatés sur les interventions structurelles. Les trois agences membres du consortium ont mené des projets dont les réalisations (voir ci-dessous) au Niger offrent des opportunités de capitalisation. En tirant les leçons des gaps identifiés, les activités du projet mettront en avant des intrants de paix et de prévention de conflit durables et adaptés aux besoins localisés des communautés. Son approche innovante allie des mécanismes de cohésion sociale, prévention et consolidation de la paix, résilience communautaire durable avec des opportunités économiques, qui ont été expérimentés au Niger et ailleurs avec des résultats probants. La démarche capitalise les initiatives à succès du PNUD et de ONU Femmes dans le cadre des projets PBF et ceux des autres bailleurs implémentés dans la zone d'intervention (notamment Banque mondiale et USAID sur la prévention de l'extrémisme violent et la résilience des communautés). Elle intègre les résultats des travaux de l'Accelerator Lab²² du Niger sur l'emploi des jeunes dans la région de Maradi : l'Accelerator Lab du PNUD Niger a consacré un cycle de 100 jours à l'exploration de la problématique du manque d'emploi des jeunes, notamment dans la région de Maradi, afin d'en éclaircir les facteurs et de recenser des solutions à court, moyen et long terme). Une communication ciblée sur les résultats du projet, basée sur des indicateurs fiables et pertinents, sera développée afin de permettre de mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement des interventions de plus grande envergure assurant la pérennité du changement socio-économique visé.

²¹ Rapport d'évaluation du portefeuille du PBF, Mars 2021

²² Les Accelerator Lab ont vocation à développer et élargir la portée des innovations locales dans le monde entier. Voir

https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2019/Learning_faster_and_smarter_a_global_hunt_for_ideas.html

Tableau des interventions existantes :

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientation du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
UNICEF- Renforcer la résilience communautaire au Niger 2019-2022	BMZ, 99,000,000 Euro	Démarche basée sur la décentralisation et les approches communautaires intégrée.	UNICEF intervient simultanément à plusieurs niveaux afin de soutenir les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des systèmes, des communautés, des ménages et des individus.
Réduction des risques, catastrophes et changements climatiques (2R3C) (2019-2023)	TRAC PNUD, LuxDev, Japon 5 000 000 USD	Lutte contre les changements climatiques, amélioration de la sécurité alimentaire, réduction des catastrophes et relèvement, accès à l'énergie et à l'eau potable (projet porté par l'Unité Résilience du PNUD Niger) 1 équipe de gestion du projet (10 personnes) est sur place basée à Dakoro, sous la responsabilité du chef de sous-bureau à Maradi.	Un projet pilote intervient dans 2 communes pour améliorer la situation créée après la situation de réfugiés. Des interventions ont été initiées en conjonction avec l'Unité Paix Sécurité Gouvernance pour la cohésion sociale. Le projet intervient dans les départements de Madarounfa et de Guidan Roundji et que les leçons apprises des projets de la Résilience ont été partagées avec l'Unité Gouvernance Paix Sécurité. Les interventions incluent une composante gouvernance locale. La proposition actuelle pourra donc capitaliser sur ces interventions en complément.
Projet Liptako : implication des jeunes et des femmes dans la résolution pacifique des conflits dans la zone nord Tillabéri (2020-2022)	UNPBF : 2 500 000 USD	Renforcement des capacités des jeunes et des femmes pour une meilleure participation dans les instances décisionnelles et de prévention de conflit ; amélioration des opportunités économiques pour les jeunes.	Le projet a développé des activités de formation professionnelle court terme (organisation de stages et dotation en kits), dont l'actuelle proposition tire les leçons (secteurs à privilégier) et entend dépasser en adoptant une approche plus durable (accompagnement long terme).
Femmes et gestion des conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur l'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles (2020-2022)	UNPBF : 4 000 000 USD	La participation active des femmes dans les processus et mécanismes locaux, communautaires, formels et informels de prévention et de gestion des conflits.	Lorsqu'une masse critique des femmes et des jeunes intègre ces mécanismes alors l'on constate des résultats significatifs en termes de prise en compte de leurs besoins. La reconnaissance du rôle déterminant et transformatif des femmes et des jeunes dans la prévention le règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs et au-delà les conflits connexes par les leaders communautaires a contribué à favoriser leur accès aux ressources naturelles, mais a aussi renforcé leur sentiment d'appartenance à la communauté. La proposition actuelle vise à capitaliser sur ces réussites, en renforçant leur pérennité grâce à la génération conjointe d'opportunités socio-économiques de résilience communautaire durable.
Promotion de la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs (hommes et femmes) dans les régions de	UNPBF : 650 000 USD	La reconnaissance du rôle déterminant et transformatif des femmes et des jeunes dans la prévention le	Les femmes médiatrices très actives dans la cohésion sociale et la prévention des conflits, notamment dans la commune de Madarounfa, vont partager leurs

Dosso et Maradi à travers une approche basée sur le genre et la diversité, 2019-2021		règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs et au-delà les conflits connexes dans les communautés.	expériences voire former d'autres femmes en médiation et culture de la paix dans d'autres communes. Ces femmes vont recevoir une formation supplémentaire en appui psychosocial pour la prise en charge des victimes ou personnes exposées dans leurs villages et dans les espaces de cohésion sociale
Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS 2) – Niger	Banque mondiale : 60 000 000 USD	Améliorer la résilience des éleveurs et agropasteurs dans les zones d'intervention (notamment Maradi)	Dans sa seconde phase, le PRAPS investit notamment dans l'amélioration de la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs, et cherche à favoriser les déplacements pacifiques sur les axes de transhumance. La proposition du consortium pourra capitaliser sur les résultats du PRAPS (phases 1 et 2) en réduction des conflits.
Allocation de Prévention et de Résilience (PRA) – Niger	Banque mondiale : 700 000 000 USD	Prévention et atténuation de l'escalade de violence	Le Niger a été déclaré éligible au PRA au mois de mars 2021. Une synergie étroite sera recherchée avec le programme, notamment ses potentielles interventions dans la région de Maradi.
Countering Violent Extremism in West Africa – Niger	USAID : environ 30 000 000 USD depuis 2016	Prévention et lutte contre l'expansion de l'extrémisme violent	L'approche développée par USAID (programmes de soutien direct aux communautés couplés à du renforcement de capacités à long terme et une logique d'appropriation nationale) est similaire à celle que le projet adoptera. Un partage des leçons apprises, notamment en ce qui concerne les interventions auprès de/en lien avec la société civile, sera donc recherché.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) *Une brève description de l'orientation stratégique et de l'approche du projet - Décrivez l'objectif primordial du projet, la stratégie de mise en œuvre et la manière dont il traite les causes ou les facteurs de conflit décrits dans la section I (doit être sensible au genre et à l'âge).*

L'objectif primordial du projet est de contribuer à réduire les risques d'exposition aux phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent, avec une approche sensible au genre et à l'âge.

La stratégie de mise en œuvre du projet s'articule autour de quatre axes :

Le premier axe consiste à **une approche hautement participative visant une synergie d'actions entre les principales parties prenantes et les communautés bénéficiaires**. Ceci permet un ciblage consensuel des zones d'interventions : l'identification des types d'infrastructures de paix et de résilience économiques à appuyer ; le renforcement des capacités et des connaissances des acteurs locaux, y compris les services techniques intervenant dans le domaine de la prévention des conflits et du développement local. Cette approche a l'avantage de permettre une participation élargie,

une forte appropriation locale, et un effet durable des activités du projet. Les interventions antérieures de ONU Femmes dans la région de Maradi ont permis la participation active des femmes dans la cohésion sociale à travers les femmes médiatrices, dont certaines sont désormais recrutées par les communes pour poursuivre leurs tâches, ainsi que l'amélioration de la représentativité des femmes et des jeunes dans des instances de prise de décision telles que les commissions foncières de base²³. Une telle représentation permet non seulement de prendre en compte les besoins sexospécifiques dans la prévention des conflits et de l'extrémisme violent, et davantage, permet une reconnaissance formelle de la contribution des femmes, des filles et des garçons dans la consolidation de la paix. Qui plus est, une telle représentativité permet une valorisation des rôles sociaux des femmes, filles et garçons.

A ce titre, dès la phase de conception du projet, les organisations locales de la société civile, à l'instar de WANEP, les leaders communautaires dont les représentants des groupes de jeunes et de femmes, les services techniques de l'aménagement du territoire et du développement communautaire ont été impliqués. Un atelier de consultation organisé du 28 au 29 mai à Maradi a permis de s'accorder sur des critères de sélection des villages bénéficiaires du projet, d'avoir une meilleure compréhension des enjeux du phénomène de ralliement à des groupes radicaux ou extrémistes, ainsi que les types de vulnérabilités et des moyens pour y remédier durablement. Les conclusions prolifiques du rapport d'atelier ont permis à l'équipe de projet de préciser les orientations des activités du projet et les modalités de la participation active des communautés. Pour matérialiser cette approche, il a été décidé de s'appuyer sur un réseau de volontaires communautaires pour accompagner la supervision du projet. Ces volontaires communautaires, choisis au sein des zones d'interventions, disposeront des compétences nécessaires pour avoir un rôle actif dans la capitalisation du projet. Qui plus est, une telle démarche permet de développer et renforcer les compétences locales pour que des projets similaires à venir puissent s'implémenter aisément. Ce processus sera conduit en partenariat avec l'Unité des Volontaires des Nations Unies du Niger qui a mis en œuvre une approche similaire dans la région de Diffa avec des résultats probants.

Le deuxième axe du projet est de **capitaliser sur les expériences probantes déjà développées dans le cadre des projets PBF, et d'autres initiatives programmatiques mises en œuvre par les agences du consortium**. A ce titre, les communautés seront formées et sensibilisées aux enjeux de la prévention contre le ralliement aux groupes radicaux ou extrémistes. En impliquant des leaders communautaires et religieux et des radios communautaires, le projet mettra en place plusieurs activités de communication afin d'opérer des changements de comportements. L'objectif est de passer par des canaux de communication qui ont une résonance particulière auprès des communautés, afin d'atteindre un maximum de bénéficiaires sur ces questions.

L'expertise programmatique du PNUD sur la prévention contre la radicalisation et l'extrémisme violent au niveau global a alimenté l'adoption de cette approche intégrée pour l'obtention d'un impact large à travers le ciblage des populations vulnérables dans une logique de Do No Harm. Le projet combine donc des aspects de :

- Renforcement institutionnel : opérationnalisation de la Stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent développée par le gouvernement nigérien ;

²³ Projet de « Promotion de la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs (hommes et femmes) dans les régions de Dosso et Maradi à travers une approche basée sur le genre et la diversité » dans les communes de Gabi et Madarounfa à Maradi et les communes de Fabidji et de Kankandi à Dosso.

- Promotion de l'emploi et de renforcement de la cohésion sociale : approche 3x6, mise en œuvre avec succès au Mali, en RDC ou au Yémen, pour améliorer l'engagement des communautés en permettant aux groupes vulnérables d'accéder à un statut social et contribuer à la communauté ;
- Promotion du leadership des jeunes et des femmes comme vecteurs de changement dans les communautés ;
- Implication des leaders religieux et des leaders communautaires (en particulier les jeunes et les femmes) ;
- Lutte contre le discours de haine grâce à des activités ciblées de communication pour un changement social ;
- Focus sur les femmes et les jeunes, qui jouent un rôle clé dans la promotion de la paix et le renforcement du tissu communautaire. Et ceci en droite ligne des résolutions 1325 et 2250 dont les objectifs sont intégrés dans le Plan d'Action de deuxième génération de l'agenda Femmes Paix et Sécurité adopté par le Niger en septembre 2020.

Les jeunes et les femmes bénéficieront des opportunités fournies dans le cadre du projet. A ce titre, l'accent sera mis sur les jeunes (filles et garçons) et femmes qui appartiennent à des mouvements associatifs qui seront renforcés dans le but d'assurer une représentation inclusive des différents groupes, intérêts, besoins et capacités. Ainsi, tout le paquet de renforcement de capacités et d'accompagnement sera modelé pour répondre aux besoins de ces structures. La mise en œuvre des solutions se fera avec les communautés des différentes localités de manière inclusive, à travers la mobilisation communautaire. Par ailleurs, les leaders religieux et traditionnels bénéficieront également de renforcement de capacités afin de conduire eux-mêmes des activités de prévention de conflits à l'aide des supports (de processus, de suivi et d'évaluation) bien définis. Le cahier de charge sera la mobilisation communautaire à travers les prêches dans les mosquées y compris celles de vendredi, les places publiques et l'animation des débats interactifs sur les ondes des radios. Ils/elles seront aussi membres des différentes plateformes/réseaux mis en place dans le cadre du projet afin d'influencer positivement les normes sociales. Dans le cadre de la lutte contre la covid-19, des comités de veille communautaires composés des leaders traditionnels et religieux ont été mis en place et formés afin de promouvoir les mesures préventives y compris la vaccination. Ces comités seront mis à contribution dans la mobilisation sociale en faveur de l'adoption de comportements favorables à la consolidation de la paix, compte tenu de leur expérience.

Conformément à son mandat, ONU Femmes met en œuvre essentiellement des programmes voués à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans plusieurs régions du Niger. Tous ces programmes encouragent le leadership des femmes et leur participation à la prise de décision dans les sphères publiques et privées. De plus, ONU Femmes a multiplié les interventions pour renforcer la cohésion sociale et les mécanismes de résolution des conflits avec un rôle positif des femmes. L'objectif ultime est de construire des communautés plus fortes, dotées d'une culture de la paix, plus résilientes et plus solides pour résister aux activités des extrémistes armés, comme les insurgés de Boko Haram. Ainsi, à Dosso et Maradi (Madarounfa et Gabi), dans le cadre du projet de « Promotion de la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs dans les régions de Dosso et Maradi à travers une approche basée sur le genre et la diversité », plus de 600 femmes et filles des milieux ruraux ont été formées sur la médiation des conflits et la culture de paix. Celles-ci ont contribué de manière substantielle à la réduction des conflits dans leurs communautés y compris au sein des ménages. Cette intervention est désormais dupliquée dans les régions de Tillabery et de Diffa. Ces femmes médiatrices

reçoivent également une formation en appui psychosocial pour prendre en charge les victimes de VBG (Téra, Ouallam et Bankilaré) au sein des espaces de cohésion sociale. Ainsi, elles interviennent dans la prévention des conflits et la protection des cas au sein de leurs communautés. Cette expérience probante a démontré que l'implication active des membres d'une communauté, quel que soit leur niveau d'instruction, permet d'atteindre des résultats significatifs en termes de prise en charge de leurs besoins psychosociaux. Et ce, dans le respect des valeurs et règles communes du vivre ensemble propres à ces communautés. Aussi, la reconnaissance du rôle déterminant et transformatif des femmes et des jeunes dans la prévention et le règlement des conflits par les leaders communautaires a contribué à favoriser leur relèvement économique mais a aussi renforcé leur sentiment d'appartenance à la communauté.

Le troisième axe vise à **développer une approche innovante vouée à s'ancrer durablement dans les communautés bénéficiaires**. Ainsi, le projet implémentera une approche « trois fois six » expérimentée avec succès par le PNUD dans quelques pays (Burundi, RDC, RCA, Mali). L'approche 3x6 consiste à utiliser les connaissances, le savoir-faire, les ressources et l'expertise locale pour transformer les personnes affectées par la crise en acteurs socio-économiques proactifs, qui sont capables de contribuer au relèvement de l'économie locale et à la transition vers le développement. Cette approche reprend les principes traditionnels de la création d'emplois et de la promotion des moyens de subsistance : a) générer des revenus immédiats ; b) injecter des capitaux dans l'économie locale et c) offrir des possibilités pour des moyens de subsistance diversifiés. Dans une première phase d'inclusion, les bénéficiaires seront engagés par groupes (établis si possible sur la base d'affinités au cours des activités de sensibilisation, en respectant des critères d'inclusion de jeunes, femmes et réfugiés ou déplacés interne et de divers tissus communautaires) dans des activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), pour lesquelles ils recevront une compensation financière. Une partie de cette compensation leur est versée ; l'autre est épargnée automatiquement. L'approche permet de stimuler la recomposition du tissu communautaire à travers la construction ou la réfection en groupes mixtes d'infrastructures utiles à l'ensemble de la communauté. Dans une seconde phase, il leur est proposé de constituer des joint-ventures (sur la base du volontariat, des liens tissés pendant les activités HIMO ou les activités de sensibilisation) sur des projets communautaires innovants (identifiés avec l'appui du Laboratoire d'accélération du PNUD) pour lancer des activités économiques dans le domaine de leur choix encadré par un critère de viabilité) en investissant l'épargne qu'ils ont réalisée au cours de la première phase. Le critère du volontariat (une porte de sortie est ici offerte aux bénéficiaires, qui peuvent récupérer leur épargne et quitter le projet) assure de sélectionner seulement des bénéficiaires qui seront investis dans la pérennisation de leurs activités. La troisième phase consiste à accompagner, à travers des activités de renforcement des capacités, le développement de ces activités économiques (gestion d'entreprise, formations techniques...) pour générer des revenus durables. Ainsi, cette approche vise à soutenir les moyens de subsistance sur le long terme et à mettre en place des activités de résilience économique pour réduire la vulnérabilité socio-économique des communautés. Les groupes exclus d'opportunités socio-économiques en seront les cibles prioritaires, dans une approche sensible au genre et à l'âge.

Enfin, le **dernier axe de la stratégie de mise en œuvre repose sur une approche de mutualisation de moyens, de complémentarité et de partenariat**. A ce titre, l'équipe du projet a décidé d'élaborer des plans de communication sur les résultats et de suivi des indicateurs de résultats de manière conjointe. Concernant le partenariat, la mise en œuvre

du projet se fera en associant le Ministère de l'aménagement du territoire et du développement local, la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP), la Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle des Armes Illicites (CNCCAI), le Gouvernorat de la Région de Maradi ainsi que les services techniques déconcentrés de la Région de Maradi, aussi bien au niveau régional que départemental (Madarounfa et Guidan Roundji) et communal (Madarounfa, Dan Issa, Gabi, Guidan Sori, Tibiri Gobir). Seront également associés, les ONG locales, les organisations de formation professionnelle et tous représentants des bénéficiaires à toutes les étapes de la mise en œuvre, depuis la planification opérationnelle.

b) Fournissez une « théorie du changement » au niveau du projet - expliquez les hypothèses sur les raisons pour lesquelles vous vous attendez à ce que les interventions du projet conduisent à des changements dans les facteurs de conflit identifiés dans l'analyse du conflit. Quelles sont les hypothèses sur lesquelles la théorie est basée ? Notez qu'il ne s'agit pas d'un résumé des résultats de votre projet.

La théorie du changement établie ici vise à répondre à la dynamique d'intensification des tensions dans le Sud Maradi qui appelle à une action rapide et efficace pour enrayer l'escalade de violence qui semble inéluctable. Les signes d'instabilité affichés sont préoccupants, rappelant ceux observés dans la région de Diffa avant son basculement en 2015. Exposés à des facteurs multidimensionnels de vulnérabilité et ciblés de façon prioritaire par les groupes armés non étatiques, dont certains liés à des actes extrémistes, qui se multiplient dans la région du sud Maradi, ces communautés font face à un risque particulier de détérioration du climat sécuritaire. Or celles-ci peuvent jouer un rôle clé pour limiter ces facteurs multidimensionnels. Aussi, pour enrayer cette dynamique et les conséquences dramatiques qui s'y profilent et dont certaines sont déjà manifestes dans les communautés, plusieurs préalables sont nécessaires.

SI les communautés ont une meilleure connaissance des facteurs et des méfaits de l'extrémisme violent,

- **ET** elles utilisent les dispositifs de prévention et de prise en charge des personnes exposées au risque de radicalisation,

- **ET** les membres des communautés vulnérables disposent de revenus durables à travers des infrastructures communautaires économiques renforcées, des capacités renforcées, et ont des opportunités de participation au développement socio-économique local,

ALORS cela favorisera la cohésion sociale et la résilience multidimensionnelle des communautés du Sud Maradi face aux idéologies violentes,

PARCE QUE les communautés seront elles-mêmes des acteurs décisifs du changement socioéconomique et de la paix.

d) Fournir une description narrative des principales composantes du projet (résultats et produits), en veillant à accorder suffisamment d'attention au genre, à l'âge et aux autres différences clés qui devraient influencer l'approche du projet.

En décrivant les éléments du projet, assurez-vous d'indiquer les considérations importantes liées à la séquence des activités.

La mise en œuvre des activités du projet s'articule autour de deux (02) résultats.

Pour la réalisation du premier **Résultat (Effet 1)**, le projet prévoit en premier lieu de conduire des activités qui visent à améliorer la connaissance des communautés sur les facteurs et les méfaits de l'extrémisme violent (**Produit 1.1.**). Une étude de référence sera menée avec une approche sensible au genre et à l'âge et en évaluant le paysage relatif au discours de haine, incluant les régions de Maradi, Zinder et Tahoua afin de préparer une mise à l'échelle du projet dans ces deux autres régions. Sur cette base, le focus portera sur le renforcement des capacités des leaders communautaires et religieux sur les thématiques d'éducation à la citoyenneté, la présentation, médiation et gestion de conflits et la communication. En effet, 60 leaders seront sélectionnés sur la base de leur notoriété, aura et leur crédibilité au sein de leur communauté. Ces renforcements de capacité se feront à travers des séances de dialogue et partage d'expérience tout en soulignant les voies et moyens de véhiculer les méthodes de transmission de messages aux communautés. Ce pool de leaders va contribuer à la promotion des bonnes pratiques et des messages de cohésion sociale à travers des prêches et sermons au niveau des espaces de cohésion sociale, les places publiques et à travers les radios communautaires. Les leaders religieux seront mis en réseau avec les radios communautaires pour amplifier leur voix à travers des débats interactifs et des émissions publiques. Un cadre d'échange intercommunautaire sera mis en place pour favoriser le partage de bonnes pratiques et d'expériences et lutter contre la diffusion des discours de haine. Une fois validés avec toutes les parties prenantes, les messages seront alors diffusés d'une part au travers des médias communautaires, d'autre part à travers des séances de causeries-débat, lors des prêches et sermons qui seront organisés par les chefs religieux et leaders communautaires, et à travers des mécanismes de diffusion innovants (médias en ligne, campagnes mobiles...). Le projet renforcera les capacités des radios communautaires existantes en mettant du matériel à leur disposition sur la base d'une analyse de leurs besoins pour faciliter la communication de masse.

Parallèlement, les capacités des associations des jeunes (filles et garçons) et des femmes seront renforcées en techniques d'animation, de communication interpersonnelle, d'élaboration et de production des messages pour la cohésion sociale et une citoyenneté positive, afin de lutter contre la diffusion des discours de haine. Ces activités seront développées sur la base de la prise en compte des différentes dynamiques qui conduisent à la radicalisation des membres de la communauté. (**Produit 1.2.**) Les activités débiteront par une cartographie dynamique accompagnée d'une analyse des capacités des structures formelles et informelles de jeunes et des femmes existantes notamment les espaces de cohésion sociale et les maisons de jeune. Ces informations seront utilisées pour élaborer un programme de renforcement des capacités en continu sur une période de 3 mois ainsi qu'une formation des formateurs. Ce programme de formation couvrira également les problématiques d'égalité de sexe et droits des femmes (y compris les VBG). Ainsi, le projet appuiera le transfert des compétences des jeunes et femmes formés envers leurs pairs à travers des formations, les causeries-débats à l'occasion des foras communautaires. Ces associations seront mises en réseau afin de favoriser le partage d'expérience, de bonnes pratiques et de leçons apprises.

En complément, les communautés seront appuyées dans l'utilisation de dispositifs de prévention et de prise en charge des personnes à risque d'enrôlement par l'extrémisme

violent (**Produit 1.3.**). S'appuyant sur les mécanismes similaires déjà existants (notamment l'expérience d'ONU Femmes dans la région), le projet appuiera la réhabilitation ou, le cas échéant, la création de 3 espaces de cohésion sociale et de 3 maisons de jeunes qui serviront aux membres de la communauté (incluant les femmes et les jeunes, et en veillant également à la participation des réfugiés et déplacés internes). Les capacités des mouvements associatifs de femmes et de jeunes seront renforcées pour leur permettre de proposer une assistance psycho sociale, de l'alphabétisation fonctionnelle ainsi que des formations professionnelles pour des personnes à risques au sein des espaces de cohésion sociale et les maisons de jeunes.

Concernant le deuxième **Résultat (Effet 2)**, il s'appuie sur les activités développées dans le premier résultat, lesquelles seront envisagées comme la « phase zéro » de promotion de la paix et de la cohésion sociale de l'approche « trois fois six » (3x6). Elle propose d'utiliser les compétences, les ressources et l'expertise des groupes vulnérables en capitalisant sur leur résilience pour leur permettre de devenir des acteurs de leur propre développement, à travers la mise en œuvre des activités visant la reprise économique locale, le renforcement des capacités des groupements de bénéficiaires du cash for work sur les secteurs porteurs et contribuer ainsi au développement durable et à la pacification de la région.

Le premier produit (**Produit 2.1.**) se concentre sur les infrastructures communautaires de résilience économique. Correspondant à la Phase 1 dite d'engagement de l'approche « 3x6 », ce produit permet aux membres de la communauté de travailler ensemble, autour d'un objectif bénéficiant à tous, afin de rénover et reconstruire des infrastructures économiques qui vont améliorer la chaîne de valeur ou l'avantage comparatif de la zone d'intervention du projet. Il peut ainsi s'agir de la création/ou la réhabilitation des routes, des points d'eau, de l'assainissement des bâtiments, des marchés, des espaces de stockage ou de transformation de produits agricoles en adoptant une approche sensible au genre et à l'âge. Non seulement cette activité solidarise les villages autour d'une cause commune, mais elle offre aussi un emploi et un revenu aux villageois. L'Accelerator Lab du PNUD, par le biais d'une analyse de perception, contribuera à identifier, en étroite collaboration avec les volontaires communautaires déployés dans les communes d'intervention, des projets communautaires innovants et porteurs sur lesquels développer ces activités. Selon un système de *cash for work*, les bénéficiaires seront impliqués dans la réhabilitation d'infrastructures d'utilité communautaire, choisies sur la base d'une étude de référence au niveau des villages d'intervention. Un mécanisme d'épargne forcé (une partie de leur dotation journalière est épargnée) leur permettra de disposer d'un petit capital à la fin des activités de haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Les bénéficiaires ont ensuite le choix entre récupérer leur épargne, ou continuer à participer au projet en créant des joint-ventures grâce à la mise en commun de leur épargne pour lancer une activité de génération durable de revenus. Cette épargne contribue à l'appropriation du projet par les bénéficiaires (Phase 2 de l'approche 3x6).

Le second produit (**Produit 2.2.**) cible le renforcement des capacités des bénéficiaires (en particulier des jeunes et des femmes) après les activités de cash for work, pour favoriser des revenus économiques durables. Ce produit correspond à la Phase 3 de l'approche « 3x6 » : les joint-ventures constituées sur la base du volontariat feront l'objet d'un accompagnement à la fois matériel (le projet contribue financièrement au capital des joint-ventures) et de renforcement de capacités (formations techniques, renforcement de

capacités en gestion et coordination d'activités économiques, encouragement à l'investissement pour la pérennisation des activités et pour l'accès aux marchés).

En œuvrant ensemble à la mise en place d'activités économiques durables qui leur permettent de générer des revenus après avoir été formées et sensibilisées à la cohésion sociale et aux mécanismes de paix, les bénéficiaires renforcent ou reconstruisent un lien social mis en péril par les facteurs structurels et conjoncturels d'instabilité identifiés dans l'analyse de conflit. Les autorités locales, services déconcentrées (régionales, départementales et locales) et les associations de femmes et de jeunes seront associés à toutes les étapes du projet afin de participer aux décisions d'orientation des activités du projet. Une attention particulière sera portée au transfert de compétences sur chaque activité menée, afin de leur permettre de s'appropriier les méthodologies utilisées, facilitant ainsi la future mise à l'échelle des résultats du projet dans un programme de plus large envergure. A ce titre, la HACP jouera pleinement son rôle au sein du comité de pilotage afin de s'assurer que les activités et résultats du projet s'inscrivent en droite ligne des priorités adoptées. De même, la HACP et le PBF seront associés aux missions de supervisions conjointes des indicateurs de résultats du projet.

Résultats	Produits	Activités phares
Résultat 1. Les risques liés à la radicalisation des communautés vulnérables sont réduits	1.1 Les communautés ont une meilleure connaissance des facteurs et des méfaits de l'extrémisme violent.	<ul style="list-style-type: none"> · Étude sur la résilience des communautés face à l'extrémisme violent avec un approche sensible au genre et à l'âge ; · Renforcer les capacités des leaders communautaires et religieux sur l'éducation à la citoyenneté et le renforcement de la cohésion sociale ; · Renforcer les médias communautaires pour la prévention de l'extrémisme violent et la résilience des communautés ; · Produire et diffuser des spots pertinents pour la lutte contre l'extrémisme violent
	1.2 Les jeunes et les femmes ont des capacités accrues pour prendre part au changement social positif dans les zones ciblées	<ul style="list-style-type: none"> · Réaliser la cartographie des structures (formelles et informelles) des jeunes et des femmes, et analyser leurs capacités et leurs besoins ? · Faciliter la mise en réseau entre les associations de jeunes et des femmes ; · Renforcer les capacités des membres des associations pour un programme d'accompagnement des personnes exposées aux risques de radicalisation
	1.3 Les communautés utilisent des dispositifs de prévention et de prise en charge des personnes à risque d'enrôlement par l'extrémisme violent.	<ul style="list-style-type: none"> · Créer/réhabiliter des espaces de cohésion sociale et des maisons de jeunes ; · Appui psychosocial, alphabétisation fonctionnelle et des formations aux AGR des personnes à risques par les mouvements associatifs des jeunes et des femmes.
Résultat 2. La résilience économique face à l'extrémisme violent des communautés est renforcée.	2.1. Les infrastructures communautaires de résilience économique (Pistes rurales, Marchés, Eau et assainissement, Entrepôts, outils de transformation agricoles) sont renforcées selon les priorités établies par les communautés à travers une approche adaptée (3fois 6)	<ul style="list-style-type: none"> · Évaluer les besoins prioritaires en infrastructures de résilience économique adaptées à la chaîne des valeurs et l'avantage comparatif des communautés à travers une analyse de perception des communautés ; · Réhabilitation des infrastructures communautaires de résilience communautaire à travers le cash for work ;
	2.2. Les communautés, en particulier des jeunes et des femmes, ont des capacités renforcées leur permettant d'accroître leurs revenus économiques de manière durable à travers une approche adaptée (3 fois 6 ²⁴)	<ul style="list-style-type: none"> · Professionnalisation et autonomisation des bénéficiaires du cash for work à travers des renforcements de capacités adaptés aux secteurs porteurs. · Mise en place de groupements/coopératives et réseaux, en particulier des femmes et des jeunes, pour des projets économiques durables

Voir annexe C : liste des résultats, produits et indicateurs.

²⁴ Un résumé de l'approche 3x6 se trouve en annexes du projet

e) Ciblage du projet – fournir une justification pour les zones géographiques, les critères de sélection des bénéficiaires, le nombre attendu et le type de parties prenantes / bénéficiaires (doit être ventilé par sexe et âge). Indiquez si les parties prenantes ont été consultées lors de la conception de cette proposition. Ne répétez pas tous les extraits et activités du cadre de résultats.

Adoptant une approche de projet pilote qui cherche à produire des résultats en vue d'une mise à l'échelle sur d'autres régions, le projet cible cinq communes (Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Guidan Sori, Tibiri Gobir) des départements de Madarounfa et Guidan Rourdji dans le Sud de la région de Maradi. Ces deux départements sont affectés à la fois par des facteurs de fragilité structurels (changements et variabilité climatiques, forte croissance démographique, porosité des frontières) et des facteurs d'aggravation des risques (trafic et circulation des armes illicites, migrations forcées et irrégulières, radicalisation, implication des jeunes et des femmes dans les conflits)²⁵.

Un atelier de consultation a été organisé les 28 et 29 mai 2021 à Maradi, réunissant les autorités régionales (Maradi), départementales (Madarounfa et Guidan Rourdji) et communales (Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Guidan Sori, Tibiri Gobir) puis les représentants des jeunes, des femmes et des leaders religieux (musulmans et chrétiens) de ces communautés. Scindés en deux groupes (autorités locales le premier jour, représentants de la société civile – femmes, jeunes, leaders religieux le second) afin d'assurer la liberté de parole de chacun et confronter les résultats des deux sessions, les participants ont reçu une présentation détaillée des objectifs et résultats visés par le projet. Ils ont été invités à proposer des activités à réaliser pour l'atteinte des résultats visés par le projet, et des critères de ciblage des villages d'intervention pour le projet.

Un consensus a été trouvé entre les participants autour de trois (03) critères de ciblage :

- Village d'accueil de réfugiés ou de déplacés (suite aux incidents de protection et des vulnérabilités constatés par les déplacements de populations) ;
- Situation géographique : plus de 5km de la frontière avec le Nigéria ;
- Village de plus de 500 habitants.

Le ciblage de villages d'accueil de réfugiés ou de déplacés correspond à la volonté de prendre en charge à la fois les populations hôtes et les populations déplacées, et agir sur un renforcement de la cohésion entre ces deux groupes. Ce ciblage permet également d'intégrer les facteurs de vulnérabilités qui affectent davantage les personnes déplacées, notamment les problématiques de protection et de faible accès aux ressources et autres besoins spécifiques comme les données récentes présentées ci-dessus le démontrent.

Au vu de la forte contrainte sécuritaire observée le long de la frontière avec le Nigéria, le projet interviendra dans les zones dans lesquelles une réponse est possible par les forces

²⁵ Tels que cités dans l'analyse de conflit réalisée en novembre 2020 par la HACP et le PBF au Niger

de défense et de sécurité (FDS). L'atelier de ciblage à Maradi a permis de recueillir des témoignages confirmant qu'à partir de 5km de distance (environ 20 minutes de trajet à moto, moyen de déplacement privilégié des bandits armés) entre la frontière et le lieu de l'attaque, les FDS ont encore la capacité d'agir et rattraper les malfaiteurs, ce qui permet de réduire la fréquence des attaques. La bande de 5km autour de la frontière est en revanche davantage exposée, les malfaiteurs ayant le temps de commettre leurs exactions et se réfugier au Nigéria voisin en toute impunité avant l'intervention des FDS stationnés plus loin. Ce critère permet donc de garantir l'accès des ONGs et OSCs partenaires et de l'équipe projet aux zones d'intervention. Dans le cadre de l'approche Ne Pas Nuire, il apparaît également nécessaire de mitiger au maximum le risque sécuritaire dans une zone où des activités de HIMO (impliquant du *cash for work*) seront mises en œuvre, sachant que les résultats du projet sont basés sur la construction durable d'infrastructures et de dispositifs de génération de revenus. Enfin, le critère de choix de villages rassemblant plus de 500 habitants relève du souci d'atteindre une masse critique de bénéficiaires. Un atelier de planification opérationnelle sera effectué avant le lancement officiel du projet. Il permettra de déterminer les bénéficiaires directs dans chaque village d'intervention et les modalités précises de leur implication.

Sur cette base, 28 villages ont donc été ciblés, répartis comme suit :

Commune de Gabi (06 villages)	Commune de Dan Issa (06 villages)	Commune de Madarounfa (04 villages)	Commune de Guidan Sori (06 villages)	Commune de Tibiri Gobir (06 villages)
Chirgué, Goumounta, Tourouba, Rourouka, Maidokoki, Garin Wali	Kandamaw, Dambo Gari, Koramar Gora, Tapkin Guiwa, Chenagé, Koramar Feora	Na Tchambe, Garin Kaoura, Harounawa, Kontamawa	Rafin Wada, Noualla, Ido Gassaou, Sanguérawa, Tabouka, Dan Kandé	Mai Kamro, Garin Gado Saboua, Kwakwara, Garin Gado, Kobbri, Kelkelé.

Le projet ambitionne également de travailler avec des partenaires de mise en œuvre, implantés au sein des communautés, qui seront les pierres angulaires des mécanismes de prévention de l'extrémisme violent notamment les organisations de la société civile de jeunes et de femmes. A ce titre, une cartographie complète de ces mouvements au niveau des localités ciblées sera effectuée. Cette cartographie permettra de déterminer le type de mouvement et la répartition stratifiée des jeunes et des femmes qui les composent. Ainsi donc, en fonction du nombre, des critères de sélection seront élaborés avec toutes les parties prenantes pour identifier les groupes des communautés qui seront les bénéficiaires directs. Idéalement, le projet privilégie les mouvements composés des jeunes filles et garçons dont l'âge varie entre 14-25 ans, ainsi que des femmes à partir de 26 ans. Au total, le projet cible 3000 bénéficiaires directs dont au moins <30% de jeunes (idéalement une répartition égale entre jeunes filles et jeunes garçons) et au moins 30% de femmes. 42 000 bénéficiaires indirects sont prévus. Ces chiffres restent provisoires, et seront confirmés au cours d'un atelier de planification opérationnelle du projet qui permettra, avant son lancement, de définir de manière précise le nombre de bénéficiaires (directs et indirects) ainsi que leur répartition géographique.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation bénéficiaire : PNUD	27 000 000 USD	TRAC PNUD, Allemagne, Japon, DANIDA, GEF, PBF	Niamey, Maradi	156 dont 10 à Maradi	Oui Conseiller technique Paix Sécurité ; Expert Genre (chef d'Unité) ; Expert Résilience- relèvement et changements climatiques.
Organisation bénéficiaire : ONU Femmes	8 251 218 USD	Fonds Propres, Japon, Allemagne, Italie, PBF, MPTF	Niamey	27	Oui Programme spécialiste Femmes Paix et Sécurité ; Expert genre et économie ; Expert genre et éducation ; Spécialiste communication.

Conformément aux procédures mandataires de sélection des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile partenaires pour les agences des Nations-Unies, les trois agences devront procéder au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner des partenaires de mise en œuvre. En vue d'accélérer le processus, un appel limité aux organismes déjà micro-évalués par les agences pourra être envisagé. Dans tous les cas, les partenaires gouvernementaux du projet sont la HACP, les services déconcentrés des ministères du Développement communautaire, du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse.

b) Gestion et coordination du projet

Une équipe de projet sera mise en place sur financement du projet (voir Annexe D : Budget), placée sous la responsabilité d'un Coordonnateur de projet basé à Maradi (SB5/). Il sera assisté d'un (01) assistant administratif et financier, d'un (01) assistant de projet basé à Maradi et de cinq (05) volontaires communautaires basés au niveau des communes d'intervention également pris en charge par le projet. Le PNUD prend en charge le processus de recrutement du Coordonnateur de projet, de l'assistant de projet, de l'assistant administratif et financier, des volontaires communautaires.

Un chargé de projet (SB5/3) coordonnera l'implémentation des activités de ONU Femmes avec (01) assistant administratif et financier (SB3/3), un assistant de projet (SB3/3) basé à Maradi pour faciliter le suivi et l'efficacité des dispositifs de collaboration des partenaires de mise en œuvre impliqués sur le terrain. ONU Femmes prend en charge le processus de recrutement du chargé de projet, de l'assistant de projet, de l'assistant administratif et financier.

Le recrutement des membres de l'équipe se fera dans un souci de respect de l'égalité de genre, sur la base de critères définis conjointement par les trois agences.

Membre de l'équipe pris en charge sur le projet	Agence chargée du recrutement
1 Coordonnateur de projet	PNUD
1 Assistant administratif et financier	PNUD
1 Assistant de projet	PNUD
5 Volontaires communautaires	PNUD – UNV
1 Chargé de projet	ONU Femmes
1 Assistant de projet	ONU Femmes
1 Assistant administratif et financier	ONU Femmes

La coordination du projet se fera à trois niveaux :

- Un **Comité de coordination régional** se réunira à Maradi à une fréquence mensuelle pour un suivi régulier de l'état de mise en œuvre au niveau local. Il se composera du Coordonnateur de projet, des chefs de sous-bureaux de Maradi du PNUD, des représentants des services techniques déconcentrés impliqués dans la mise en œuvre, notamment dans la supervision des prestataires ;
- Un **Comité de coordination inter-agences des points focaux PBF** du consortium se tiendra à une fréquence bimensuelle à Niamey. Le contenu de ses réunions sera alimenté par les comptes-rendus mensuels de mise en œuvre produits par le Comité de coordination régional, et intègrera les experts en Finances et Suivi-Evaluation du PNUD, et d'ONU Femmes pour un suivi complémentaire, notamment concernant les procédures et l'avancée de l'exécution budgétaire ;
- Un **Comité stratégique de suivi des chefs d'agence, co-présidé par le représentant de la partie nationale (HACP)** sera tenu tous les deux mois afin de créer une interface pérenne avec le bureau du Coordonnateur Résident et la représentation du PBF au Niger. Le contenu des sessions sera alimenté par les résultats des réunions du Comité de coordination inter-agences.

c) Gestion des risques – Identifier les risques spécifiques au projet et la manière dont ils seront gérés, y compris l'approche de mise à jour des risques et d'ajustement du projet. Inclure une approche Ne Pas Nuire et une stratégie d'atténuation des risques.

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
Risques d'exactions dans la zone du projet	Moyen	<p>Critère de sélection des villages se trouvant au moins à 20 km de la frontière avec le Nigéria :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contacts et échanges réguliers avec les services techniques et 24

		<p>autorités locales pour connaître l'évolution du contexte ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect strict des mesures et recommandations de l'UNDSS, des Affaires étrangères, de la Défense Nationale, de l'Intérieur et toutes autres autorités locales dédiées ; - Communication au PBF de risques majeurs impactant la mise en œuvre du projet ; - Implication d'OSC locales dans la mise en œuvre du projet.
Risque lié à un rejet du ciblage des bénéficiaires du projet par les communautés	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Deux ateliers de préparation interagences ont permis d'identifier le type de vulnérabilités à prendre en compte ; - Un atelier de consultation avec l'ensemble des parties prenantes et les communautés bénéficiaires ; - Un atelier de planification opérationnelle est prévu dès le début du projet pour identifier de manière précise la sélection des bénéficiaires dans les villages retenus
Instabilité politique et social	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les initiatives de dialogue existant afin d'apaiser la situation ; - Mettre en œuvre les activités de renforcement de la résilience des communautés pour prévenir les tensions sociales
Restrictions financières et commerciales dans le pays (avec la CEDEAO, la BCEAO) entraînant des difficultés de retrait des fonds par les partenaires de mise en œuvre	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur le partenariat avec les banques locales pour faciliter les retraits des fonds aux partenaires de mise en œuvre pour la mise en œuvre des activités

Risques liés au non-respect des mesures de COVID-19 qui entraîneraient la propagation de la pandémie au sein des communautés, voire la suspension des activités par les autorités locales	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Respect strict de des mesures barrières et gouvernementales pour la prévention de la COVID-19 : la limitation de nombre participant-e-s aux activités, selon les indications des autorités gouvernementales et locales ; - Distribution des kits de prévention ; - Messages de sensibilisation pour les bénéficiaires ; - Diffusion des produits de communication en accord avec le strict respect des mesures gouvernementales
Risque d'incompréhension de l'approche 3x6 par les communautés bénéficiaires qui limiterait la portée et la durabilité des interventions du projet	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en amont de l'atelier de planification opérationnelle, avec l'ensemble de l'équipe du projet dont les partenaires techniques, les organisations locales et les leaders communautaires pour que la compréhension de l'approche commune et identique ; - Distribution d'outils pédagogiques et de vulgarisation ; - Sensibilisation des bénéficiaires à travers des foras
Faible engagement des hommes en faveur de la promotion des droits des femmes dans la communauté	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser davantage les autorités locales et leaders coutumiers pour mener davantage des initiatives conjointes avec les femmes leaders et mettre en place une approche de He for she.
Réduction de la mobilité et des activités terrains liées aux risques sécuritaires	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur les points focaux au sein des ONG, des communautés et des services techniques de l'état pour poursuivre la mise en œuvre des activités du projet.

d) Suivi / évaluation – Décrivez l'approche de S&E du projet, y compris l'expertise en S&E de l'équipe de projet et les principaux moyens et calendrier de collecte des données. Inclure : une ventilation du budget pour les activités de suivi et d'évaluation, y compris la collecte de données de base et de fin de ligne et une évaluation indépendante, et un calendrier approximatif de S&E. Les bénéficiaires de fonds sont tenus de réserver au moins 5 à 7% du budget du projet pour les

activités de S&E, y compris des fonds suffisants pour une évaluation indépendante de qualité.

Une étude de référence sera menée au démarrage du projet sur trois régions (Maradi, Tahoua, Zinder) afin d'obtenir des données de base facilitant l'évaluation des indicateurs à la fin du projet. Elle pourra également servir de référence pour d'autres initiatives de lutte contre les méfaits de l'extrémisme violent développées dans ces régions.

Un plan conjoint de suivi-évaluation sera élaboré et mis en œuvre par toutes les agences avec l'appui du spécialiste S&E du PBF et la participation des parties prenantes gouvernementales (services techniques des secteurs concernés) et locales (gouvernorat et communes). Ce plan s'alignera sur les prérequis en matière de M&E de PNUD et d'ONU Femmes. Au minimum, ce plan s'articulera autour de :

- Quatre (04) missions conjointes de suivi des indicateurs impliquant les responsables de suivi-évaluation des deux agences, à raison de deux (02) par an (tous les six mois) pour alimenter le rapportage mandataire des projets financés par le PBF ;
- Deux (02) missions de suivi de l'état de mise en œuvre impliquant les responsables de projet (points focaux du projet basés à Niamey, en coordination avec le chef de projet basé à Maradi et les services techniques déconcentrés et les autorités locales de Maradi) auront lieu, à raison d'une (01) par an ;
- Une (01) mission de supervision conjointe après dix-huit (18) mois d'exécution, impliquant les chefs d'agence, des représentants des bailleurs de fonds, des représentants de la partie nationale et incluant l'équipe de communication conjointe pour assurer une visibilité de qualité des résultats du projet.
- Une évaluation finale réalisée de manière indépendante.

La mise en œuvre de ce plan conjoint fera appel à l'élaboration des outils spécifiques pour les suivis et l'évaluation interne. Ces outils tiendront compte du caractère conjoint du projet à travers son plan de travail des activités, des cibles qui sont désagrégées (tranche d'âge, sexe...). Pour les activités nécessitant un rôle actif des bénéficiaires, le projet utilisera des enquêtes d'opinions pour s'assurer de l'adhésion des communautés et des réorientations au besoin. De plus, le laboratoire d'accélération du PNUD au Niger qui développe des solutions aux défis du développement et accélère la vitesse d'apprentissage des actions à succès dans les contextes locaux, va, en amont de la mise en place des activités génératrices de revenus, déployer une analyse de perception. Cette analyse est fondée sur trois piliers :

- La recherche de sens : Elle aide les partenaires à comprendre s'il existe une adéquation entre les investissements actuels et l'environnement en constante mutation. C'est là que les effets d'apprentissage peuvent être accélérés : l'abandon des actions pilotes au profit d'une véritable expérimentation dans une logique de portefeuille ;
- L'intelligence collective : Le laboratoire utilisera le pouvoir de diverses sources d'intelligence, y compris l'apprentissage par la foule ou automatique et la prise de décision répartie, pour aider les partenaires à comprendre les problèmes, à élaborer de nouvelles solutions, à promouvoir des processus décisionnels plus inclusifs et à assurer une meilleure surveillance des actions entreprises ;
- La cartographie des solutions : Le laboratoire identifiera des solutions locales susceptibles d'accélérer le développement. L'exercice de cartographie des innovations à la base permettra de vérifier les hypothèses selon lesquelles

lorsqu'un problème change rapidement, l'innovation de bas en haut est plus pertinente que l'innovation pilotée isolément par une startup ou une autorité centrale. Les solutions seront donc affinées par les communautés elles même pour en tirer le maximum de bénéfices.

L'implication de l'Accelerator Lab du PNUD Niger dans le développement et la mise en œuvre du projet permet d'intégrer une approche innovante qui s'appuie notamment sur les outils d'analyse comportementale (utilisés avec succès par le PNUD au Soudan et au Yémen) pour supporter et orienter la mise en œuvre des activités.

Le budget de l'évaluation finale du projet est confié au PNUD qui se chargera des formalités de recrutement d'une consultance. Pour autant, tout le processus de l'évaluation sera mené avec l'étroite collaboration de ONU Femmes notamment dès la définition des termes de référence de la consultance, et la constitution d'un comité d'expert interagence qui va accompagner la consultance.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité – Expliquez brièvement la stratégie de sortie du projet pour garantir que le projet peut être clôturé à la fin de la durée du projet, soit par des mesures de durabilité, des accords avec d'autres donateurs pour le financement de suivi ou la fin des activités qui n'ont pas besoin de soutien supplémentaire. Si le soutien d'autres bailleurs de fonds est attendu, expliquez ce que le projet fera concrètement et de manière proactive pour essayer d'assurer cet appui dès le départ. Envisagez d'éventuels partenariats avec d'autres donateurs ou institutions financières internationales.

Le projet sera mis en œuvre pendant 24 mois en adoptant une approche pilote, qui permettra notamment de démontrer l'efficacité de ses stratégies d'intervention et de mise en œuvre. L'étude de base qui sera menée au début du projet abordera la région de Maradi et les régions de Tahoua et Zinder, également confrontées à la montée de l'extrémisme violent. Elle fournira d'abord des informations de référence pour bien renseigner les indicateurs. Ces données pourraient aussi orienter d'autres interventions en vue d'un élargissement du projet à d'autres zones d'intervention, conformément à la visée d'utilisation catalytique des fonds PBF alloués à ce projet. La note conceptuelle de ce projet ayant accompagné le dossier de rééligibilité du Niger au Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, les résultats du projet ont également vocation à nourrir la mise en place de programmes cadres d'intervention capitalisant sur ces fonds catalytiques. Des synergies pourraient être trouvées avec les projets de résilience face à l'extrémisme violent de bailleurs de fonds comme la Banque mondiale (PRA) ou USAID (programmes de lutte contre l'extrémisme violent). A ce titre, il est prévu que l'équipe de projet procède, à la suite de la mission de suivi des chefs d'agence (18 mois après le début) à la validation d'un document de projet fondé sur les principaux résultats du projet, les bonnes pratiques, les leçons apprises, pour une mise à l'échelle dans d'autres régions confrontées aux enjeux similaires.

Un plan de communication conjoint, sera élaboré et mis en œuvre en collaboration avec le secrétariat du PBF, dès le début du projet pour accompagner l'ensemble des activités du projet. Un focus sera mis sur les produits et les résultats qui illustrent l'impact du projet afin d'en assurer la visibilité auprès des bailleurs de fonds (voir Annexe D – Budget du projet). Le Laboratoire d'accélération du Niger sera étroitement associé à la mise en œuvre et à la coordination du projet, afin de produire un bilan des leçons apprises de la mise en œuvre du projet pour sa mise à l'échelle sur d'autres régions.

La stratégie d'appropriation nationale du projet aborde à la fois les services de l'Etat (services techniques déconcentrés) et des membres des communautés (volontaires communautaires) afin d'assurer la continuité de l'accompagnement et la pérennisation des acquis. Ces relais positionnés au sein de l'Etat et des communautés locales seront des personnes-clé dans la mise à l'échelle du projet : les formations reçues leur permettront d'être impliqués dans l'accompagnement et le renforcement des capacités de leurs pairs dans les autres régions, et leur participation au mécanisme de coordination du projet permettra d'assurer l'alimentation régulière des leçons apprises du projet en vue d'une adaptation du modèle aux futures zones d'intervention. En outre, l'approche 3X6 garantit la durabilité parce que les initiatives communautaires qui vont être mises en place continueront leurs activités même après la clôture du projet.

IV. Budget du projet

[Voir Annexe D – Budget détaillé du projet \(format Excel\)](#)

Annexe A. Liste de contrôle de l'état de préparation de la mise en œuvre du projet

Question	Oui	Non	Commentaire
Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et le calendrier proposé	X		
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à la soumission	X		
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	X		
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait.	X		Du 28 au 29 mai à Maradi s'est tenu un atelier de consultations avec les parties prenantes
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été effectuée ? Sinon, quelle analyse reste-t-il à faire pour permettre la mise en œuvre et le calendrier proposé ?	X		
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier.	X		
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites de mise en œuvre du projet, les approches, la contribution du gouvernement ?	X		Les discussions seront finalisées à l'atelier de planification opérationnelle
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre du projet entre les organisations bénéficiaires du projet ?	X		
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il?		N/A	
Genre			
10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseiller / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?	X		ONU femmes est membre du de l'initiative conjointe et a participé à toutes les étapes de conception et élaboration du projet
11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception du projet?	X		Du 28 au 29 mai à Maradi s'est tenu un atelier de consultations avec les parties prenantes dont des groupes de femmes et de jeunes
12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?	X		

13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justifications claires des allocations GEWE ?	X		
--	---	--	--

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	X		
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.		X	
3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	X		
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et couts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?		X	
5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	X		
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.	X		L'équipe du projet entend procéder à des vérifications rigoureuses pour que les achats ou les activités génératrices de revenus issues du projet respectent strictement les procédures internes des agences qui tiennent compte de ces considérations
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.		X	

<p>8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.</p>	<p>X</p>	<p>Le PNUD dispose d'un sou- bureau dans la région de Maradi dont les moyens logistiques vont faciliter la mise en œuvre du projet.</p>
---	----------	---

Annexe B.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annexe B.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will

be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget ;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project.²⁶
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

²⁶ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p>Résultat 1 : Les risques liés à la radicalisation des jeunes et des femmes vulnérables sont réduits</p> <p>Cibles ODD auxquels le projet contribue : ODD 5 et ODD 9</p>		<p>Indicateur 1a : Fréquence de diffusion de discours radicaux/extrémisme violent au sein des communautés</p> <p>Niveau de référence : ND Cible: TBD (en fonction du niveau de référence)</p>	<p>- Enquêtes de perception (1 au début et 1 en fin de projet)</p>	
		<p>Indicateur 1b : Pourcentage des membres des communautés bénéficiaires du projet sensibles à/attirés par l'extrémisme violent.</p> <p>Niveau de référence : ND Cible: réduction d'au moins 50% par rapport au niveau de référence Ventilé par âge et sexe</p>	<p>- Rapport d'activité, - Enquêtes de perception (1 au début et 1 en fin de projet)</p>	
	<p>Produit 1.1 Les communautés ont une meilleure connaissance des facteurs et des méfaits de l'extrémisme violent.</p> <p>Liste des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude sur la résilience des communautés face à l'extrémisme violent ; • Renforcer les capacités des leaders communautaires et religieux, et des mouvements associatifs en particulier des femmes et des jeunes, sur l'éducation à la citoyenneté et le renforcement de la cohésion sociale ; • Renforcer les capacités des animateurs radios et un pool de jeunes (filles et garçons) en 	<p>Indicateur 1.1.1 Nombre de séances de a) sensibilisation conduites par les leaders religieux, b) communautaires et c) professionnels de la communication formés</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: TBD (sur la base du nombre de a) leaders religieux, b) leaders communautaires, c) professionnels de la communication ciblés par les formations)</p>	<p>- Rapports narratifs, listes de présence - Fréquence : Une fois par trimestre= -</p>	
		<p>Indicateur : 1.1.2 Nombre d'émissions réalisées et diffusées par les radios communautaires et privées appuyées pour promouvoir la paix et la citoyenneté</p> <p>Niveau de référence : ND Cible: TBD</p>	<p>- Fiche de diffusion, - Rapports narratifs, listes de présence - Fréquence : Une fois par trimestre - Fiche de diffusion, -</p>	

	<p>technique de production, d'animation et l'élaboration</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffuser les émissions produites et les messages élaborés sur les antennes des radios engagées 			
	<p>Produit 1.2</p> <p>Les jeunes et les femmes ont des capacités accrues pour prendre part au changement social positif dans les zones ciblées</p> <p>Liste des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réaliser la cartographie des structures (formelles et informelles) des jeunes et des femmes et analyser leurs capacités ; Renforcer les capacités des membres des associations pour un programme d'accompagnement favorisant l'utilisation d'innovations sociales Cartographier les structures de jeunesse et des femmes et analyser leurs capacités Élaborer un programme de formation couvrant une période de 3mois contenant les thématiques identifiées " Renforcer les capacités d'au moins X% des structures cartographiées (en fonction des thématiques ressorties de l'analyse de capacité) y compris la gestion non violente des conflits et la responsabilisation sociale 	<p>Indicateur 1.2.1 Fréquentation des activités menées par les structures de jeunes et de femmes renforcées selon les analyses des besoins y compris en gestion non violente des conflits et responsabilisation sociale</p> <p>Niveau de référence : ND Cible : TBD Ventilé par âge et sexe</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapports narratifs Liste de présence Fréquence une fois par semestre 	
		<p>Indicateur 1.2.2 Nombre et pourcentage de réseaux de jeunesse et de femmes sensibilisés à la promotion de la cohésion sociale et la prévention des risques à l'exposition à l'extrémisme violent qui conduisent des séances de mobilisation communautaire</p> <p>Niveau de référence : ND Cible : TBD Ventilé par âge et sexe</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapports narratifs, listes de présence Fréquence : Une fois par trimestre 	

	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer le transfert des compétences envers leurs pairs (formations, dialogues communautaires) 			
	<p>Produit 1.3</p> <p>Les communautés utilisent des dispositifs de prévention et de prise en charge des personnes à risque d'enrôlement par l'extrémisme violent</p> <p>Liste des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'espaces de cohésion sociale pour la prévention de l'extrémisme violent ; Prise en charge des personnes à risque par les mouvements associatifs des jeunes et des femmes. 	<p>Indicateur 1.3.1</p> <p>Nombre de services d'appui disponibles et fonctionnels au sein des structures de prévention et prise en charge</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : TBD (en fonction de l'état des lieux dans l'étude de référence)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapports narratifs Fréquence : 1 fois par trimestre Rapport mensuel des bénéficiaires des espaces par les comités de gestion des espaces 	
		<p>Indicateur 1.3.2</p> <p>Nombre de femmes et de jeunes qui bénéficient d'au moins une activité des espaces créés</p> <p>Niveau de référence : ND</p> <p>Cible: TBD en fonction de l'étude de référence</p> <p>Ventilé par âge et sexe</p>	<ul style="list-style-type: none"> Liste du comité de gestion et membres des espaces ; Rapport mensuel des bénéficiaires des espaces par les comités de gestion des espaces Rapport d'activité et de suivi 	
	<p>Résultat 2 : La résilience économique des communautés en particulier des femmes et des jeunes face à l'extrémisme violent est renforcée</p> <p>Cibles ODD auxquels le projet contribue : ODD 5, ODD 9 et ODD 16</p>	<p>Indicateur 2 a Pourcentage de femmes et de jeunes bénéficiaires directs du projet qui disposent d'une activité économique au sein de leur communauté.</p> <p>Niveau de référence : ND</p> <p>Cible : 75%</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activité, Rapport de mission M&E, FP Enquête de perception 	
	<p>Indicateur 2 b : Pourcentage de femmes et de jeunes dont l'AGR a permis de générer au moins 15 000 XOF de bénéfices par mois au cours des 6 mois après l'intervention du projet</p> <p>Niveau de référence : ND</p> <p>Cible : 30%</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activité, Rapport de mission M&E, FP 		
	<p>Produit 2.1</p> <p>Les communautés disposent d'infrastructures communautaires</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Nombre d'infrastructures communautaires fonctionnelles et utilisées par les communautés (Pistes rurales, Marchés, Eau et assainissement, Entrepôts,</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapports narratifs Taux de fréquentation Fréquence : Une fois par trimestre 	

	fonctionnelles (Pistes rurales, Marchés, Eau et assainissement, Entrepôts, outils de transformation agricoles) selon les priorités qu'elles ont elles-mêmes établies	outils de transformation agricoles) grâce à l'appui du projet			
	Liste des activités relevant du produit :	Niveau de référence : ND Cible : TBD (en fonction du nombre d'infrastructures désignées par les bénéficiaires)			
	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des besoins en infrastructures de résilience économique et identification des bénéficiaires ; Réhabilitation des infrastructures communautaires de résilience communautaire à travers le cash for work. 	Indicateur 2.1.2 Nombre de personnes utilisant les infrastructures communautaires ciblées	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête de perception - Rapports narratifs - Fréquence : Une fois par trimestre - Rapport de mission M&E, FP 		
		Niveau de référence : ND Cible : TBD (en fonction des résultats de l'étude de référence) Ventilé par âge et sexe			
	Produit 2.2 Les communautés, en particulier des jeunes et des femmes, ont des capacités renforcées leur permettant d'accroître leurs revenus économiques de manière durable à travers une approche adaptée (3 fois 6 ²⁷)	Indicateur 2.2.1 Proportion des jeunes et des femmes appuyés ayant amélioré leurs revenus d'au moins 25 000 XOF par mois pendant les activités HIMO du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports narratifs - Baseline - Enquête - Rapport d'activité - Fréquence : Une fois par trimestre - Rapport de mission M&E, FP 		
	Liste des activités :	Niveau de référence : ND Cible : TBD Ventilé par âge et sexe			
<ul style="list-style-type: none"> Professionnalisation et autonomisation des bénéficiaires du cash for work ; Mise en place de groupements/coopératives et réseaux, en particulier des femmes et des jeunes, pour des projets économiques durables Accompagner les initiatives de jeunesse 	Indicateur 2.2.2 Nombre de groupements/coopératives de jeunes et des femmes formés grâce à l'intervention du projet qui ont généré des bénéfices d'au moins 25 000 XOF par mois au cours des 6 mois après l'intervention du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports narratifs - Fréquence : Une fois par trimestre - Rapport de mission M&E, FP 			
	Niveau de référence : ND Cible: ND Ventilé par âge et sexe				

²⁷ Un résumé de l'approche 3x6 se trouve en annexes du projet